

Chronologie du différend commercial entre Berne et Washington

Depuis le début de l'année, les droits de douane imposés par le président américain Donald Trump ont représenté une épée de Damoclès au-dessus de l'économie suisse. Rappel des faits:

20 janvier 2025: Donald Trump prête serment comme 47^e président des Etats-Unis. Grâce à leur présence sur place, les entreprises suisses se sentent bien armées pour faire face à ses projets de taxes douanières. Celles qui produisent elles-mêmes aux Etats-Unis se croient à l'abri. Selon Rahul Sahgal, directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis, plus de 500 entreprises suisses sont actives aux Etats-Unis. Nombre d'entre elles ont plusieurs filiales dans différents Etats, soit plus de 4000 au total.

2 avril 2025: Dans un discours prononcé dans la roseraie de la Maison Blanche, Donald Trump annonce des droits de douane de 31% sur les exportations suisses à partir du 9 avril. Les exportations d'or et les produits pharmaceutiques sont exemptés dans l'immédiat. La présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter affirme sur X que le Conseil fédéral "prend acte" des décisions. Le gouvernement fixera rapidement la suite de la procédure.

9 avril 2025: Le jour où les nouveaux droits de douane devaient entrer en vigueur, le président américain annonce une pause de 90 jours de toutes ces surtaxes - sauf celles frappant la Chine, portées à 145%. Les marchés respirent mais l'incertitude persiste.

29 mai 2025: Un tribunal fédéral américain déclare illégaux presque tous les droits de douane imposés par Donald Trump. Cette décision concerne également ceux qui touchent la Suisse. Le gouvernement américain fait immédiatement appel de cette décision.

6 juin 2025: Le département du Trésor des Etats-Unis place la Suisse et huit autres Etats sur une liste de surveillance. Ces pays présentent un important excédent commercial. L'administration Trump n'accepte pas de relations commerciales déséquilibrées.

1er août 2025: Donald Trump signe le décret augmentant les droits de douane pour des dizaines de pays. Selon la liste publiée par la Maison Blanche, la Suisse sera taxée à 39%. Le Conseil fédéral prend connaissance de cette décision "avec grand regret".

5 août 2025: Donald Trump évoque sur la chaîne CNBC une conversation téléphonique qu'il a eue récemment avec Karin Keller-Sutter, "la Première ministre (sic)" suisse. "Cette femme était sympathique, mais elle ne voulait pas écouter", affirme-t-il.

"J'ai très bien écouté", réagira la Saint-Galloise. Qui affirme ne pas avoir accepté que la Suisse soit rendue responsable d'un déficit commercial de 40 milliards de dollars, comme le prétend M. Trump.

6 août 2025: A la veille de l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane, Karin Keller-Sutter et Guy Parmelin se rendent à Washington. Ils ont "un très bon échange" de 45 minutes avec le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio. Le ministre de l'économie retournera à plusieurs reprises aux Etats-Unis.

7 août 2025: Les droits de douane américains de 39% sur les produits suisses entrent en vigueur jeudi à 00h01 (06h01 en Suisse). Ces surtaxes auront de sévères répercussions pour l'industrie suisse d'exportation et pour l'emploi en Suisse, avertit le Conseil fédéral.

26 septembre 2025: Donald Trump annonce des droits de douane de 100% sur les médicaments, les camions et les meubles produits hors des Etats-Unis.

5 novembre 2025: Les patrons de six grands groupes suisses sont reçus par Donald Trump à la Maison blanche. Ils "réaffirment (leur) conviction qu'un accord commercial bilatéral renforcerait significativement (les) échanges économiques, au bénéfice des deux pays".

11 novembre 2025: L'agence de presse Bloomberg annonce que la Suisse serait proche de régler son différend commercial avec les Etats-Unis. Un accord, qui réduirait les droits de douane américains sur les produits suisses à 15%, devrait être conclu dans les deux prochaines semaines, selon elle.

13 novembre 2025: Guy Parmelin se rend une nouvelle fois à Washington et rencontre notamment le représentant américain au commerce Jamieson Greer. Il estime avoir eu un "très bon entretien, nous avons clarifié quasiment tout".

14 novembre 2025: Le Conseil fédéral annonce une réduction des droits de douane américains sur les produits suisses de 39% à 15%. L'accord prévoit aussi que Berne réduise les droits de douane sur une série de produits industriels et agricoles américains, comme le poisson, les fruits de mer et une sélection de produits agricoles "non sensibles" pour la Suisse. Berne s'engage aussi à reconnaître les normes américaines, notamment dans le secteur automobile. Les entreprises helvétiques s'engagent par ailleurs à investir au moins 200 milliards de dollars sur le sol américain d'ici 2028.

17 novembre 2025: Guy Parmelin réagit aux critiques concernant l'accord douanier. "Nous n'avons rien acheté", affirme-t-il dans une interview accordée à CH Media et diffusée en français sur le site [ajour.ch](https://www.ajour.ch).

22 novembre 2025: Guy Parmelin espère une baisse des droits de douane américains à partir de début décembre. "Nous sommes prêts", dit-il à la radio alémanique SRF. Aux Etats-Unis, il faudra encore un peu de temps.

27 novembre 2025: Le Ministère public de la Confédération (MPC) a reçu trois dénonciations pénales, dont l'une émanant d'élus Vert-e-s aux Chambres fédérales, relatives à la visite des grands patrons suisses à la Maison blanche. Il y est question de soupçon de corruption. En ligne de mire, les cadeaux - une horloge de table et un lingot d'or - offerts au président américain.

2 décembre 2025: La secrétaire d'Etat à l'économie, Helene Budliger Artieda, remercie les entrepreneurs suisses pour leur rencontre avec Donald Trump. Selon elle, le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) avait été informé des cadeaux apportés à cette occasion. Il n'a "délibérément pas participé au choix et à l'achat, car il s'agissait d'une initiative privée", a-t-elle dit à la NZZ.

10 décembre: Les droits de douane sur les marchandises suisses exportées aux Etats-Unis sont abaissés de 39% à 15%. L'accord entre en vigueur avec effet rétroactif au 14 novembre, date de la signature de la déclaration d'intention avec Washington, a annoncé le ministre de l'économie Guy Parmelin.

14 janvier 2026: Le Conseil fédéral approuve le mandat de négociation définitif. Après avoir consulté les commissions de politique extérieure du Parlement et les cantons, il a légèrement précisé certains points. Ainsi, si de nouveaux domaines ou thèmes dépassant le cadre du mandat viennent s'ajouter au cours des négociations, les commissions parlementaires et les cantons seront à nouveau consultés, et non pas seulement informés.

Eckpunkte des Handelsstreits zwischen der Schweiz und den USA

Seit 2025 hängen die von US-Präsident Donald Trump angedrohten Zölle als Damoklesschwert über der Schweizer Wirtschaft. Ein Überblick über die bisherigen Entwicklungen:

20. Januar 2025: Trump wird in Washington als 47. Präsident der Vereinigten Staaten vereidigt. Für seine Zollpläne sehen sich die Schweizer Unternehmen dank ihrer Präsenz vor Ort gut gewappnet. Wer in den USA selber produziert, wähnt sich auf der sicheren Seite. Laut Rahul Sahgal, Direktor der Handelskammer Schweiz-USA, sind insgesamt mehr als 500 Schweizer Unternehmen in den USA aktiv. Viele von ihnen haben mehrere Tochtergesellschaften in verschiedenen Bundesstaaten, insgesamt mehr als 4000. Von den börsennotierten Schweizer Unternehmen sind deren rund hundert in den USA präsent.

2. April 2025: Der US-Präsident kündigt in einer Rede im Rosengarten des Weissen Hauses Zölle in Höhe von 31 Prozent auf Exporte aus der Schweiz an. Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter reagiert auf der Plattform X umgehend: Der Bundesrat nehme die Zollentscheide der USA "zur Kenntnis", schreibt sie. Der Bundesrat werde rasch das weitere Vorgehen festlegen. Im Vordergrund stünden die langfristigen wirtschaftlichen Interessen des Landes.

9. April 2025: Die von Trump angekündigten Zölle auf Einfuhren aus der Schweiz und aus weiteren Ländern treten in Kraft. Damit werden Schweizer Exporte in die USA neu mit einem Zollsatz von 31 Prozent belastet. Betroffen sind insbesondere die Uhrenhersteller, die Maschinenindustrie und die Medtech-Branche. Pharmaprodukte und Goldexporte aus der Schweiz sind vorerst ausgenommen.

April 2025: Nach grossen Turbulenzen an internationalen Börsen lenkt Trump ein. Er setzt bestimmte gerade in Kraft getretene Zölle für neunzig Tage aus. Während der Pause soll es Verhandlungen mit den betroffenen Staaten geben. Es gilt ein universeller Zollsatz von zehn Prozent.

29. Mai 2025: Ein Bundesgericht in den USA erklärt fast alle von Trump erlassenen Zölle für rechtswidrig. Der Entscheid betrifft auch gegen die Schweiz erlassene Zölle. Die US-Regierung legt umgehend Berufung gegen den Gerichtsentscheid ein.

6. Juni 2025: Das US-Finanzministerium setzt die Schweiz zusammen mit acht weiteren Ländern auf eine Überwachungsliste. Diese Staaten weisen laut Trump einen grossen Handelsüberschuss vor. Die US-Regierung akzeptiere keine unausgewogene Handelsbeziehung.

1. August 2025: Das Weisse Haus erwähnt die Schweiz auf einer Liste zu den US-Zöllen mit 39 Prozent. Trump begründet die Erhebung von Zöllen mit einem Handelsdefizit, wie er in einer entsprechenden Verordnung schreibt. Damit liegt der auf der Liste aufgeführte Zollsatz für die Schweiz sogar noch höher als im April von Trump angekündigt. Damals war von 31 Prozent die Rede. Der Bundesrat nimmt die von den USA genannten Zusatzzölle "mit grossem Bedauern" zur Kenntnis.

5. August 2025: Trump spricht in einem Telefoninterview mit dem US-TV-Sender CNBC über ein vergangenes Telefonat mit Keller-Sutter. "Ich habe kürzlich etwas mit der Schweiz gemacht. Ich sprach mit der Premierministerin", womit Keller-Sutter gemeint ist. "Die Frau war nett, aber sie wollte nicht zuhören", sagt Trump über die damalige Bundespräsidentin. "Ich habe sehr wohl zugehört", erwidert Keller-Sutter auf die Kritik des US-Präsidenten. Sie habe nur nicht akzeptiert, dass die Schweiz für ein Handelsdefizit von vierzig Milliarden verantwortlich gemacht werde.

7. August 2025: Die von den USA angekündigten Zölle von 39 Prozent auf Schweizer Exporte treten formell in Kraft. Ein Ergebnis der kurzfristigen Gespräche zwischen der Schweizer Delegation und US-Vertretern liegt bis dahin nicht vor.

26. September 2025: Trump verhängt auf eine Vielzahl von Importprodukten ab Oktober neue Zölle. Für die Schweiz von besonderem Interesse ist der angekündigte Aufschlag von hundert Prozent auf Medikamente.

5. November 2025: Vertreter aus der Schweizer Privatwirtschaft, unter ihnen Rolex-Chef Jean-Frédéric Dufour, Alfred Gantner von der Investmentfirma Partners Group und Richemont-Verwaltungsratspräsident Johann Rupert, treffen sich im Weissen Haus mit Trump, um Zollfragen zu bereden. Sie wollen den US-Präsidenten auf die Folgen der hohen Zusatzzölle aufmerksam machen. Das Staatssekretariat für Wirtschaft (Seco) ist informiert über das Treffen. Unter anderem bringen die Unternehmer dem US-Präsidenten Geschenke mit, die in der Folge in der Schweiz auf Kritik stossen.

10. November 2025: Ein "Deal" zwischen der Schweiz und den USA rückt näher. Wie die Nachrichtenagentur Bloomberg vermeldet, zeichnet sich in den Verhandlungen der beiden Länder eine Lösung ab. Trump bestätigt die Verhandlungen mit der Schweiz gegenüber Medien im Weissen Haus.

12. November 2025: Wirtschaftsminister Guy Parmelin reist zusammen mit Helene Budliger Artieda, der Staatssekretärin für Wirtschaft, kurzfristig für Gespräche mit dem US-Handelsministerium in die USA.

13. November 2025: In Washington trifft Parmelin den US-Handelsbeauftragten Jamieson Greer. Offensichtlich gelingt an der Sitzung der Durchbruch. "Wir hatten ein sehr gutes Gespräch und konnten fast alle Punkte klären", sagt Parmelin unmittelbar danach.

14. November 2025: Nur wenige Stunden nach der Rückkehr von Parmelin aus Washington verkünden die Schweiz und die USA eine Einigung im Zollstreit. Die US-Zölle auf Schweizer Exporte sollen von 39 auf 15 Prozent gesenkt werden. Im Gegenzug wird die Schweiz im Rahmen der Übereinkunft Einfuhrzölle auf eine Reihe von US-Produkten abbauen. Schweizer Unternehmen planen laut dem Bundesrat zudem, bis Ende 2028 insgesamt 200 Milliarden US-Dollar an Direktinvestitionen in den USA zu tätigen. Laut dem Weissen Haus erstrecken sich diese Investitionen über die kommenden fünf Jahre und über alle fünfzig US-Bundesstaaten.

15. November 2025: Die Absichtserklärung zur Senkung der Zölle auf Schweizer Produkte dürfte das Bruttoinlandprodukt in der Schweiz laut einer Analyse des KOF-Instituts um 0,3 bis 0,5 Prozentpunkte positiv beeinflussen. Der Beifall für den Zolldeal der Schweiz mit den USA ist aber nicht einhellig: Während Wirtschaft, FDP, Mitte und Grünliberale die Zollsenkung begrüßen und die SVP ihren Bundesrat Parmelin lobt, sprechen die Grünen von einem "Unterwerfungsvertrag". Die SP fordert mehr Transparenz. Laut Wirtschaftsminister Parmelin ist ein Inkrafttreten der neuen Zölle in zehn bis zwölf Tagen möglich.

17. November: Bundesrat Parmelin reagiert auf die Kritik an der Zolleinigung. In einem Interview mit den CH-Media-Zeitungen sagt er unter anderem, die Schweiz habe "nichts gekauft". Die Schweizer Unternehmen hätten diese Investitionen auch sonst tätigen wollen.

22. November: Parmelin hofft auf eine Senkung der US-Zölle auf Importe aus der Schweiz ab Anfang Dezember. "In der Schweiz sind wir bereit", sagt der Bundesrat gegenüber Radio SRF. In den USA brauche es noch etwas mehr Zeit.

27. November: Bei der Bundesanwaltschaft gehen im Zusammenhang mit dem Treffen zwischen Schweizer Unternehmen und US-Präsident Donald Trump drei Strafanzeigen gegen Unbekannt ein. Mitglieder der Grünen fordern laut der Wochenzeitung "WOZ" eine strafrechtliche Untersuchung des sogenannten "Team Switzerland". Kritisiert werden die Geschenke - darunter eine Rolex und ein Goldbarren -, die Trump beim Treffen überreicht wurden. Die Grünen sehen darin eine strafbare "Bestechung fremder Amtsträger".

2. Dezember: Die Staatssekretärin für Wirtschaft, Helene Budliger Artieda, bedankt sich bei den Schweizer Unternehmen für ihr Treffen mit Trump. Über die Geschenke für den US-Präsidenten war das Seco informiert. Es habe sich aber "bewusst nicht bei Wahl und Beschaffung der Geschenke eingebracht, da es eine private Initiative war", sagt Budliger Artieda der "Neuen Zürcher Zeitung". Der Besuch der Unternehmer in Washington sei entscheidend gewesen, so die Seco-Direktorin.

10. Dezember: Das Seco teilt mit, dass die tieferen Zollsätze von 15 Prozent rückwirkend ab 14. November gelten. Grundlage dafür sei die an jenem Tag unterzeichnete Absichtserklärung.

14. Januar 2026: Der Bundesrat verabschiedet das Mandat für die Verhandlungen über ein rechtlich verbindliches Handelsabkommen mit den USA. Er hat zuvor die zuständigen Parlamentskommissionen konsultiert und von ihnen Rückendeckung erhalten für die Verhandlungen. Sollten dabei Themen aufgenommen werden, die über das Mandat hinausgehen, werden die Ratskommissionen erneut konsultiert.